

# BULGARIE : LA DIFFICILE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME PARTISAN PLURALISTE

par Jacques CAPDEVIELLE, Henri REY,  
Anthony TODOROV

## RÉSUMÉ

*Après la destitution de Todor Jivkov, un système partisan pluraliste se forme dans l'effervescence et une certaine confusion. Il comprend essentiellement les formations issues de la dissidence et attachées à la défense des droits de l'homme, les partis politiques interdits en 1947-1948 et restaurés ainsi que ceux qui résultent du processus de différenciation au sein même du Parti communiste. L'étude des caractéristiques sociales des sympathisants des différentes formations révèle l'existence de certaines structures, mais l'évaluation du passé et le choix entre dirigisme et libéralisme apparaissent comme des lignes de partage essentielles. On peut voir aussi dans les classements précaires qui se font jour la récurrence des rôles traditionnels de la vie politique bulgare, ceux des « jeunes » et des « anciens ».*

## SUMMARY

*After the deposition of Todor Jivkov in Bulgaria, a multiparty system is taking shape in turmoil and confusion. It mainly comprises : groups of former dissidents and human rights advocates ; the political parties outlawed in 1947-48 ; and the parties emerging out of the Communist Party's breakup. By studying supporters' social characteristics, we can see certain tendencies in these formations ; but the dividing lines between them are the appraisal of the past and the choice between « interventionism » and « liberalism ». In these precarious classifications, the traditional roles (« young » and « old ») of Bulgarian politics reappear.*

## UN SYSTÈME PARTISAN COMPLEXE

La formation du pluralisme politique actuel suit de près le démantèlement du régime communiste en Bulgarie après novembre 1989 et la démission du leader communiste Todor Jivkov. La rapidité de la constitution des nouveaux partis politiques est caractéristique de la période, comme si leur multiplication garantissait la mise à distance du régime communiste à parti unique. En même temps, ce processus exprime la volonté des citoyens de participer réellement à la vie politique, et non plus de faire semblant, comme à l'époque de l'ancien régime. Le processus de différenciation politique mêle l'ancien et le nouveau.

D'une part, on voit s'affirmer de nouvelles forces politiques qui ont commencé à se constituer avant la démission de Jivkov et regroupent avant tout les dissidents bulgares des années 80 : Ecoglasnost, le Comité pour la glasnost et la perestroïka, le Comité pour la défense des droits de l'homme, le Mouvement pour les droits et les libertés (MDL), le syndicat indépendant « Podkrépa », le Comité pour la liberté de la conscience. La plupart de ces mouvements se sont formés à la suite de la tentative du gouvernement de changer par la force les prénoms et noms de famille des Turcs bulgares (le MDL) ou à la suite de manifestations contre la pollution (Ecoglasnost). Une partie des acteurs les plus actifs de ces organisations provient du Parti communiste et propose un projet de changement social, inspiré par la perestroïka de Gorbatchev. Une autre partie est liée au mouvement pour les droits de l'homme, fortement influencé par les revendications du respect de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki. Malgré leurs différences, ces organisations ont en commun d'avoir vécu les difficultés de la dissidence et une forte sensibilité à tout ce qui touche aux droits de l'homme.

D'autre part, après le changement à la tête du Parti communiste et la mise en place d'une direction proche de Gorbatchev, apparaît le deuxième groupe de nouveaux acteurs politiques. La plupart sont des partis politiques traditionnels, interdits en 1947-1948 : le Parti social-démocrate, le Parti agrarien « Nicolas Petkov », le Parti démocrate, le Parti radical-démocrate. Ces organisations restaurées appartiennent historiquement à la tendance antifasciste des années 40, et étaient à l'époque de la seconde guerre mondiale alliées des communistes, ou collaboraient avec eux pour le renversement du gouvernement pro-allemand. Quelques-uns des leaders historiques de ces partis, figures emblématiques de la Résistance (notamment le chef agrarien Nicolas Petkov qui le paya

de sa vie) s'étaient opposés à l'instauration du régime de parti unique. La refondation de ces organisations fait apparaître sur la scène politique leurs anciens leaders assez âgés, mais dynamiques et ambitieux, et de nouveaux adhérents plus jeunes et moins sensibles aux oppositions et aux débats de l'avant-guerre.

En décembre 1989 une dizaine d'organisations non communistes forment une coalition politique : l'Union des forces démocratiques (UFD), qui aussitôt devient le pôle d'attraction de toutes les organisations contestant le pouvoir communiste. Malgré la présence de membres du Parti communiste dans la direction de la nouvelle coalition, l'UFD fonde très vite son identité politique sur son opposition radicale au PC. Un peu plus tard la nouvelle coalition s'élargit par l'adhésion d'autres partis politiques, qui, à la différence des partis fondateurs, sont plus sensibles aux intérêts des élites politiques et sociales des années 30.

Plusieurs partis politiques reprenant des étiquettes traditionnelles bulgares (Parti national-libéral), ou des étiquettes européennes (Parti conservateur, Parti républicain, etc.) restent en dehors de la nouvelle coalition.

Parfois les difficultés rencontrées par les nouveaux partis politiques les conduisent à essayer de reprendre une étiquette politique connue et à imiter le programme auquel on l'assimile traditionnellement, dans l'espoir d'une aide matérielle et organisationnelle des partis européens ou nord-américains. Tout au début, la popularité va aux partis sociaux-démocrates, parce qu'on est persuadé que la social-démocratie internationale est plus sensible aux changements intervenus en Europe de l'Est et plus susceptible d'apporter son aide aux nouveaux partis démocratiques. Après un certain temps vient la mode des partis conservateurs ou chrétiens-démocrates, pour des raisons semblables (en effet il n'y a jamais eu en Bulgarie de tradition cléricale dans la vie politique et le conservatisme bulgare a été plutôt populiste).

En même temps, des processus de différenciation se déroulent au sein même du PC qui, en avril 1990, prend le nom de Parti socialiste bulgare. Plusieurs tendances opposées à la direction apparaissent (notamment les courants intellectuels de l'Association socialiste alternative (ASO) et le mouvement « Voie vers l'Europe »), qui proposent une rénovation radicale du parti devant aboutir à sa social-démocratisation et à son rapprochement de l'Internationale socialiste. Sur la base de ces tendances, de nouveaux partis politiques sont formés : le Parti socialiste alternatif, l'Association socialiste alternative-indépendante. Dans le même temps, les communistes orthodoxes s'éloignent également petit à petit de la direction et les plus audacieux forment, en prônant « la pureté du commu-

nisme », une multitude de groupuscules s'intitulant « révolutionnaires », « ouvriers », etc.

Le Parti agrarien, associé au PC dans l'exercice du pouvoir, prend ses distances avec ce dernier et élabore une position autonome après avoir changé sa direction. Les agrariens se proposent comme objectif de reconstruire leur organisation, d'atteindre les résultats électoraux de 1920-1923, au temps où ils étaient au pouvoir. Pour y arriver, les agrariens ont besoin de s'unir à leurs anciens compagnons du Parti agrarien « Nicolas Petkov » qui marquent leurs réticences. En fin de compte l'unification des organisations agrariennes échoue.

C'est alors qu'apparaissent les premières organisations nationalistes qui se mobilisent contre le renforcement du parti des Turcs bulgares (le MDL), particulièrement après la décision du gouvernement communiste, en décembre 1989, de restituer les anciens noms musulmans à tous ceux qui en font la demande. Il s'agit d'une part de mouvements régionaux, représentant les intérêts des Bulgares là où les Turcs bulgares sont majoritaires, d'autre part d'organisations nationalistes, très actives mais marginales, qui vont jusqu'à revendiquer des corrections des frontières existantes. C'est dans ce courant qu'on peut situer quelques organisations monarchistes qui réclament la restauration de la monarchie en mettant en valeur le rôle joué par le tsar Boris III dans l'unification nationale. Sous ce terme on entend un Etat bulgare dont les frontières réunissent toutes les « terres historiques » habitées par des Bulgares.

A la veille des premières élections pluralistes pour une Assemblée constituante (juin 1990) on recense une centaine de partis politiques en Bulgarie. Observant néanmoins leurs relations, leurs discours, leurs affinités et leurs réticences, on s'aperçoit vite que l'axe primordial de leur identité est d'abord d'être non-communiste. Cette volonté de s'éloigner le plus vite possible de tout ce qui paraît susceptible d'être assimilé à l'ancien régime touche tous les partis politiques, même le Parti socialiste (ex-communiste). Toutefois, le PSB se garde bien d'aller jusqu'à employer un discours anticommuniste, parce qu'il compte sur les suffrages des anciens membres du PC et de leurs familles (à l'époque où le PC était au pouvoir, il comptait près d'un million de membres sur six millions d'électeurs).

La palette politique en 1989-1990 reste bien structurée sur l'axe principal qui oppose les ex-communistes et les anticommunistes, les rouges et les bleus, si on reprend les couleurs emblématiques.

Le PSB, tout en sauvegardant le réseau de cellules et d'organisations de l'ex-PC, perd en quelques mois deux tiers des anciens adhérents du PC. Mais il reste le parti politique le mieux organisé, avec

une implantation dans pratiquement toutes les communes et toutes les couches sociales. En face de lui il y a une multitude de partis, beaucoup moins nombreux et beaucoup moins structurés qui ne peuvent lui faire face qu'en se coalisant. Ceux qui acceptent cette coalition doivent renoncer à certaines de leurs spécificités politiques au nom de l'objectif commun de l'alternance. L'UFD se forme donc dans l'ambiguïté de ce compromis initial.

Ainsi parvient-on aux élections de juin 1990 avec deux forces d'audience nationale : le PSB et l'UFD. Celles-ci sont à la fois fort différentes et parfois très semblables. Différentes parce que symboliquement, le PSB et l'UFD sont les figures de l'ancien et du nouveau. Et de ce point de vue le clivage s'établit de manière purement manichéenne : il paraît absurde à l'époque de penser réconcilier le passé totalitaire et l'avenir démocratique.

Mais au niveau des idéologies et des valeurs, il y a aussi des similitudes : la nouvelle opposition anticommuniste est largement mue par un élan vers la justice sociale, valeur sur laquelle le PSB fonde tout son discours politique, bien que le pouvoir communiste l'ait absolument négligée. Par ailleurs, les électeurs du PSB sont eux aussi socialement très différenciés et ne bénéficient pas de toutes les possibilités dont dispose une large partie de l'ancienne nomenklatura pour s'adapter à l'économie de marché. Enfin, l'UFD est politiquement extrêmement diverse et sous un sigle commun cohabitent des partis politiques fort différents, couvrant une palette allant de la social-démocratie au conservatisme de droite.

Alors que l'opposition au régime communiste est le fait majeur de la mobilisation politique dans la première moitié de 1990, après les élections de juin, ce qui est à l'ordre du jour c'est la construction d'un nouvel Etat démocratique. Les divergences au sein de l'UFD apparaissent, nourries par l'effondrement des espoirs de victoire électorale. Une contradiction essentielle oppose ceux qui misent plutôt sur la valorisation des identités politiques de chacun des partis partenaires (c'est le cas des responsables des grands partis de la coalition : les sociaux-démocrates, les écologistes et les agrariens « Nicolas Petkov ») à ceux qui ne voient pas d'avenir en dehors de la coalition, parce que leurs organisations propres sont très petites et peu influentes. Les premiers développent l'idée que la coalition est temporaire, et limitée au renversement du pouvoir communiste. Les autres expriment des réticences vis-à-vis des tentatives des « grands » partis pour monopoliser le pouvoir au sein de l'UFD. Mais ce clivage « organisationnel » a aussi des fondements idéologiques. Les adeptes de la logique partisane représentent plutôt les courants de gauche, qui ne se sentent pas absolument à l'aise dans une coalition qui développe de plus en plus un discours ultra-libé-

ral et même clérical. Les adeptes de la logique fédéraliste sont majoritairement situés à droite et essaient de baser l'image politique de la coalition sur un anticommunisme de plus en plus intransigeant.

Au printemps 1991 ces différences aboutissent à une rupture, d'abord au sein du groupe parlementaire de l'UFD. 39 députés « fédéralistes », sur les 150 que compte l'UFD, boycottent les séances parlementaires pour ne pas participer à l'élaboration de la nouvelle constitution avec les ex-communistes et commencent une grève de la faim ; les autres choisissent de travailler au sein du Parlement, mais ne savent pas sauvegarder leurs positions dans les structures locales et dans la direction nationale de l'UFD. En mai 1991 ces derniers sont formellement exclus de la coalition. Il s'ensuit une division au sein de chaque parti de l'UFD entre les « fédéralistes » qui restent fidèles à la coalition, et les « partisans », qui quittent la coalition. Cette rupture recoupe une division entre la droite et la gauche au sein de l'UFD. La plupart des organisations qui sont exclues ou quittent l'UFD essaient de créer d'autres regroupements et prennent l'habitude de revendiquer le label de « centre démocratique », pour afficher leur volonté de rompre avec la logique manichéenne des rouges et des bleus.

A la veille des élections législatives du mois d'octobre 1991, la coalition « bleue » a beaucoup changé et se situe nettement plus à droite. A côté d'elle, une multitude de partis ex-UFD ou autres témoigne de la dispersion des forces politiques face à un PSB qui a perdu beaucoup de sa crédibilité. Cet éclatement correspond à une restructuration profonde de l'espace politique bulgare tel qu'il se définit après la chute du régime communiste.

L'enquête par panel conduite par l'Institut Gallup de Sofia pour le Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF) et le ROSES auprès d'un échantillon représentatif de 2 180 personnes permet d'éclairer dans cette période de profondes mutations les représentations que se font les citoyens bulgares d'un système pluraliste partisan en voie de formation.

#### LES SOUTIENS DES PARTIS DANS L'OPINION

Interrogés pour la première fois en juillet 1991, les citoyens bulgares, âgés de 18 ans et plus, ont déjà une expérience brève mais intense d'un système politique pluraliste. L'apparition de sociations partisans multiples, pour la plupart très faiblement structurées et pas encore homogénéisées, les ruptures et recompositions d'alliances et de coalitions fragiles entre tendances politiques signalent,

malgré une allure chaotique et dans un rythme convulsif, la mise en place d'un jeu politique formellement conforme aux représentations usuelles de la démocratie parlementaire. Il reste à savoir ce que signifie pour les Bulgares, appelés à choisir entre des labels plus ou moins récemment apparus ou réapparus, l'adoption d'une proximité partisane. L'étude des caractéristiques individuelles et sociales des sympathisants des principales formations permet d'apporter quelques éléments de réponse aux interrogations portant sur l'identification partisane et, de façon plus générale, sur le rapport à la politique dans la nouvelle société bulgare. On a préféré ici conduire cette étude à partir des réponses en terme de proximité partisane plutôt qu'à partir de la reconstitution du vote de juin 1990, émis plus d'un an plus tôt, dans le cadre d'une offre politique modifiée depuis lors. On observe au demeurant une assez forte relation entre les deux variables. Ainsi 90 % des partisans du PSB, 84 % de ceux du MDL et 80 % de ceux de l'UFD (comme union) déclarent avoir voté pour la même formation dont ils se réclament sympathisants en juin 1990.

L'éventail partisan a cependant été ramené pour des raisons pratiques à six formations : les différentes formations se réclamant de l'Union des forces démocratiques ont été regroupées en deux grands sous-ensembles, gauche et droite<sup>1</sup>, sans négliger pour autant l'aspiration fédérative d'une nette majorité de partisans de l'Union dont le label propre est aussi pris en compte, les partis de très faible audience n'ont pas été retenus pour d'évidentes raisons d'effectifs de l'échantillon ; aux trois modes de rattachement à l'UFD s'ajoutent donc les déclarations de sympathie à l'égard du Parti socialiste bulgare (ex-communiste), du Parti agrarien et du Mouvement des droits et des libertés.

L'examen de la répartition sociale, spatiale, culturelle et politique des soutiens partisans révèle l'existence de certaines structures et permet en même temps de comprendre l'ampleur des marges dans lesquelles se déploie le jeu politique bulgare.

#### LES SYMPATHISANTS DU PSB

Une géographie électorale rapide tend, au lendemain des élections de juin 1990, à associer au vote pour le PSB des caractéristiques de ruralité ou de provincialisme, à le voir s'affirmer dans des agglomérations peu nombreuses. La localisation de ses soutiens par

1. La question sur la proximité partisane était : « Duquel des partis politiques suivants vous sentez-vous le plus proche ? »

taille d'agglomération permet de nuancer ces premières indications. Ainsi dans le rural profond, la sympathie exprimée à l'égard du PSB est plutôt moins fréquente qu'en moyenne (21 % contre 25 %) et c'est bien dans les agglomérations de 10 à 50 000 habitants que l'audience des ex-communistes reste la plus forte (36 %). La moindre attraction exercée par le parti dans les plus grandes agglomérations (21 %) ne permet toutefois pas de conclure à une nette coupure entre rural et urbain. Si au moment de l'enquête, le PSB résiste mieux dans les villes petites et moyennes, c'est aussi parce qu'il a perdu depuis juin 1990 plus de soutiens ailleurs, notamment dans les plus petites communes où il peut moins qu'avant exercer un contrôle rapproché de la population, mais aussi dans les grandes agglomérations favorables à l'UFD (tableau 1).

TABLEAU 1. — *Proximité partisane des électeurs du PSB de juin 1990 en juillet 1991 (en fonction de la taille de l'agglomération)*

	2 000 et moins	2 000 à 5 000	5 000 à 10 000	10 000 à 20 000	20 000 à 50 000	50 000 à 100 000	100 000 et +
PSB	52	66	45	78	82	68	62
Parti agrarien	8	7	4		3	6	5
UFD gauche	5	4	9	4	3	9	12
UFD	4	2	17	4	5	4	3
Aucun	30	21	19	13	5	13	16

A ces caractéristiques de densité urbaine, plutôt abstraites, on peut ajouter quelques remarques sur la différenciation régionale : l'écart est considérable, pratiquement du simple au double, entre les régions de Plovdiv ou de Mihailovgrad (plus de 30 % de sympathisants) et la cité de Sofia (17 %).

Les caractéristiques individuelles des partisans du PSB font apparaître une surreprésentation des femmes, des tranches d'âge élevé et des niveaux scolaires plutôt moyens ou inférieurs. Cette majoration de la composante féminine (53 % contre 47 %) n'est pas la conséquence de la structure d'âge : jusqu'à 50 ans, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes à se dire proches du PSB (jusqu'à deux fois plus de 30 à 39 ans), les proportions sont les mêmes entre 50 et 59 ans et la tendance s'inverse à partir de 60 ans. Le niveau d'études inférieur (inférieur au baccalauréat) se constate dans toutes les tranches d'âge (regroupées dans le tableau 2). Encore s'agit-il de ne pas l'exagérer : s'il est insignifiant pour la tranche des 50-59 ans, il est plus marqué

chez les plus jeunes et il reste inférieur à celui qu'on observe chez les partisans du MDL. L'âge, qui n'est pas la clef de toutes les différences évoquées, mais y contribue, reste sensiblement plus élevé que pour les autres groupes de sympathisants des partis (42 % de 60 ans et plus contre 33 % en moyenne et 24 % pour l'UFD). Le déficit de représentation parmi les plus jeunes des enquêtés est important : chez les 18-29 ans le PSB compte deux fois moins de soutiens qu'en moyenne (13 % contre 25 %).

TABLEAU 2. — Niveau scolaire des électeurs du PSB de 1990  
par tranche d'âge et proximité partisane en 1991  
(diplôme inférieur au baccalauréat)

	18-29	30-39	40-49	50-59	60 et +
PSB	29	31	36	54	77
Parti agrarien		7	22	57	85
MDL	63	71	86	95	97
UFD gauche	3	9	15	24	58
UFD	17	24	32	53	64
Aucun	17	28	62	77	87

De fait les partisans du PSB — ils sont une écrasante majorité, de l'ordre de 90 %, à déclarer vouloir lui rester fidèles si une élection venait à être organisée — ne se distinguent pas par une politisation plus marquée. Certes, 46 % (contre 39 % en moyenne) disent s'intéresser fortement ou très fortement à la politique, mais cette proportion est encore minoritaire et très inférieure à la majorité politisée des partisans des formations de droite de l'UFD. Pas plus syndiqués que leurs concitoyens, les sympathisants du PSB se différencient par une appréciation nettement plus positive du passé et de l'ancien régime — ce jugement les démarque de tous les autres —, par une défiance à l'égard du président de la République — mais une forte minorité affirme au contraire sa confiance. Ils expriment en même temps une confiance plus grande qu'en moyenne dans les piliers de l'Etat ancien et présent que sont l'armée et la police.

Le partage indécis des opinions sur des questions essentielles de position politique, la faible différenciation entre les partisans du PSB et les autres en bien des domaines, si l'on fait abstraction de l'évaluation du passé, de l'importance accordée au rôle de l'Etat ou de l'appréciation de l'Union soviétique, c'est-à-dire des variables d'autodéfinition, contribuent à donner de l'élasticité au jeu politique bulgare.

## LES SYMPATHISANTS DU PARTI AGRARIEN

Autre survivant régénéré de l'ancien régime, le Parti agrarien (à distinguer du Parti agrarien N. Petkov, regroupé ici avec les partis de l'UFD-gauche) est mieux représenté dans les agglomérations les plus petites (45 % de ses soutiens contre 22 % en moyenne sont dans des agglomérations de moins de 5 000 habitants), mais il n'est pas pour autant mieux implanté chez les agriculteurs. Comme pour le PSB, sa démographie est marquée par un âge plus élevé qu'en moyenne (il compte deux fois plus de soutiens parmi les plus de 50 ans que parmi les moins de 40 ans). C'est un parti plutôt masculin (57 % d'hommes contre 49 % en moyenne) et qui regroupe la plus forte proportion de gens qui se disent de religion orthodoxe. Sur le passé des quarante dernières années, les agrariens portent un jugement nuancé, pas foncièrement négatif (40 % contre 28 % en moyenne trouvent qu'il y a eu du bon et du mauvais). Cette modération se retrouve dans le jugement porté sur les institutions et situe de manière sans doute inconfortable le Parti agrarien sur une sorte de point moyen entre les ex-communistes et l'UFD, entre le passé qui résiste et le présent qui se cherche.

LES SYMPATHISANTS DU MOUVEMENT DES DROITS  
ET DES LIBERTÉS

Souvent assimilé au « Parti turc », le MDL présente un ensemble de spécificités qui interdisent de le considérer comme un parti d'implantation nationale. Les caractéristiques culturelles, religieuses, géographiques, sociales de ses partisans sont en effet extrêmement affirmées. Absent dans 2 des 9 régions correspondant au découpage territorial de notre enquête, très faiblement représenté dans 4 autres, le MDL n'a de véritable existence que dans les régions de Razgrad (23 % des déclarations de proximité), de Haskovo (18 %) et de Varna (11 %). Il rassemble la quasi-totalité de ses soutiens dans les zones rurales (88 % dans les agglomérations de moins de 5 000 habitants), se distingue par un niveau scolaire des enquêtés beaucoup plus bas, par la surreprésentation des agriculteurs (quatre fois plus nombreux qu'en moyenne) et des ouvriers (43 % contre 29 % en moyenne). La particularité la plus affirmée du MDL est cependant confessionnelle : 95 % de ses sympathisants déclarent être musulmans. Majorant souvent la proportion de non-réponses aux questions posées, les partisans du MDL sont de loin les plus nombreux à se déclarer peu ou pas du tout intéressés par la politique (85 % contre 61 % en moyenne). L'effet

d'une position sociale marquée par le cumul des attributs d'infériorité, la prudence d'une communauté traumatisée par le souvenir d'une répression récente se conjuguent certainement pour produire des réactions soit de retrait soit de conformisme aux questions d'ordre politique qui leur sont posées. L'expression d'une défiance à l'égard des institutions s'en trouve ainsi minorée. Quand ils estiment être en mesure de fournir une opinion, les sympathisants du MDL optent donc pour la confiance tant au président de la République qu'au gouvernement, à l'armée ou à la police. Face à des entités qui paraissent lointaines à une partie d'entre eux (les syndicats, les banques) le retrait l'emporte. Sentiment d'incompétence intériorisé et prudence rendent ainsi difficile à interpréter un positionnement pourtant perceptible lorsqu'il est question de problèmes économiques (restitution des terres, rôle de l'Etat, privatisation).

#### LES SYMPATHISANTS DE L'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES

Ensemble disparate de courants ligüés dans la lutte contre les vestiges de l'ancien régime dont on a par commodité regroupé en 3 sous-ensembles les composantes diverses (unitaire ou fédérale, gauche et droite), l'UFD, qui est en pleine crise au moment de l'enquête, a pour traits communs une définition urbaine, une jeunesse relative et un niveau scolaire plus élevé de ses sympathisants. Avec les deux tiers de ses appuis dans les agglomérations de plus de 20 000 habitants contre 45 % en moyenne, avec près de deux fois plus d'audience chez les moins de 40 ans que chez les plus de 50 ans, l'UFD est bien conforme à son image. Si les femmes sont plus nombreuses à se reconnaître dans la définition unitaire de l'UFD (53 %) et les hommes dans les partis particuliers, qu'ils soient de gauche ou de droite (56 et 55 %), tous se distinguent par un intérêt pour la politique nettement supérieur à la moyenne et tout particulièrement chez ceux qui font le choix d'une formation précise de l'Union (jusqu'à 69 % contre 39 % en moyenne chez les partisans des formations de droite). Les caractérise également une vue plus optimiste de l'avenir (de 43 à 51 % estiment que cela ira mieux pour eux à l'avenir). Sur l'appréciation du passé, l'avis est très largement négatif et c'est bien là que se situe la base commune de cette coalition des *contre* (60 % pour les tendances de gauche, 70 % pour les tendances de droite, 67 % pour les unitaires). Toutefois la diversité des itinéraires suivis introduit quelques nuances. Ainsi les transfuges de l'ex-Parti communiste, encore électeurs du PSB en juin 1990, qui représentent près de 20 % des sympathisants de l'UFD-gauche (et jusqu'au tiers des partisans du Parti social-démocrate) ont sur les quarante années pas-

sées de la Bulgarie un point de vue nettement plus positif ou équilibré que ne l'ont ceux de leurs nouveaux compagnons qui avaient opté dès juin 1990 pour l'UFD (tableau 3). La référence à l'UFD n'apparaît pas vouée à une égale solidité dans toutes les composantes : ainsi à la traditionnelle question sur le vote envisagé en cas d'élection proche, 22 % des sympathisants de l'UFD-gauche, 15 % de ceux de l'UFD-droite et 6 % de ceux de l'UFD entendue comme union (contre 8 % au PSB) affirment qu'ils ne voteront pas. On peut à travers ces exemples prendre la mesure de l'hétérogénéité interne d'une coalition dont le groupe idéologiquement structurant, celui qui porte avec la plus grande cohérence les enjeux autour desquels le mouvement se délimite, paraît formé par l'UFD-droite. La scène politique bulgare, passée en revue à partir non des appareils des partis mais des simples citoyens, tend alors à s'organiser dans la tension entre la partie la plus conservatrice de l'ancien Parti communiste (la plus étatiste, celle qui revendique sans trop d'états d'âme l'héritage du passé mais qui ne donne pas toute son identité au PSB) et les partis de droite de l'UFD. S'il en va bien ainsi, les partis définis ici comme de gauche dans l'UFD forment en fait une sorte de centre nécessairement minoritaire tant que la partie la plus réformatrice du PSB n'a pas acquis son autonomie.

TABLEAU 3. — *Opinions sur les quarante années passées de la Bulgarie parmi les partisans de l'UFD*

	+*	—***
	et =**	et — —****
UFD-gauche		
dont	39	60
anciens électeurs PSB	81	17
anciens électeurs UFD	21	77
UFD		
dont	29	67
anciens électeurs du PSB	34	61

+\* : Des erreurs et des difficultés mais bilan positif.  
 =\*\* : Ne peut dire ce qui l'emporte du bon et du mauvais.  
 —\*\*\* : Le négatif l'emporte.  
 — —\*\*\*\* : Années perdues.

On ne peut aller plus avant dans l'analyse des différenciations politiques en fonction du choix partisan sans prendre en compte la dimension essentielle du rapport à l'économique. C'est à partir des questions essentielles du rapport à l'état des privatisations, des cri-

tères de rémunération et de répartition des revenus, en bref de l'introduction d'une économie de marché, que les véritables clivages politiques doivent être appréciés.

#### UNE ADHÉSION AMBIGUË A L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Les personnes interrogées étaient invitées à se situer sur une échelle graduée en 10 cases, opposant à un pôle une intervention maximale de l'Etat dans la vie économique, à l'autre pôle une intervention minimale.

TABLEAU 4. — *Degré d'interventionnisme souhaité selon la proximité partisane*

Proximité partisane	Degré d'interventionnisme souhaité				Total
	Positions très interventionnistes (regroupées)	Positions intermédiaires (regroupées)	Positions très défavorables à l'interventionnisme (regroupées)	Ne se prononcent pas	
PSB	59	22	8	11	100
Parti agrarien	44	24	17	15	100
Nicolas Petkov	35	25	26	14	100
MDL	45	15	18	22	100
PSD	21	39	36	4	100
Petits partis de la coalition	32	26	38	4	100
UFD	33	27	31	9	100
Autres	42	18	20	20	100
Aucun	39	21	8	32	100
Ensemble	42	24	19	15	100

Comme on pouvait s'y attendre, ce sont les anciens communistes — les sympathisants du Parti socialiste bulgare — qui sont proportionnellement les plus nombreux à se prononcer en faveur de l'interventionnisme étatique et les moins nombreux à préférer une régulation par le marché. Ils sont suivis dans cette option dirigiste, à un degré bien moindre toutefois, par les sympathisants du Parti agrarien et par ceux du MDL, 22 % de ces derniers refusant de choisir entre l'Etat et le marché.

A l'autre extrême, les sympathisants du Parti social-démocrate sont moitié moins nombreux que l'ensemble des personnes inter-

rogées à privilégier une régulation étatique forte. Plus généralement, les sympathisants de l'UFD, qu'ils se réfèrent à la coalition en tant que telle ou à une de ses composantes, sont toujours les plus nombreux à se prononcer sur cette question et les plus nombreux aussi à préférer une régulation par le marché. Un examen plus approfondi, distinguant entre l'orientation progressiste ou l'orientation conservatrice dont se réclament chacune de ces différentes composantes de l'UFD, ne nuance guère ce constat.

Cette structuration des opinions vis-à-vis de l'interventionnisme étatique en fonction des sympathies partisanes déclarées se retrouve partiellement lorsqu'on aborde les attentes des interviewés en matière de privatisations et en matière de rigueur de la période de transition à une économie de marché.

TABLEAU 5. — Attitudes à l'égard de la privatisation et de la libération des prix selon la proximité partisane (en %)

Proximité partisane	Par rapport à ces propositions			
	L'Etat doit privatiser le plus vite possible		Il faut libérer les prix quittes à réduire le pouvoir d'achat	
	Sont « tout à fait » ou « plutôt d'accord »	Ne se prononcent pas	Sont « tout à fait » ou « plutôt d'accord »	Ne se prononcent pas
PSB	19	17	24	16
Parti agrarien	30	17	40	16
Nicolas Petkov	53	18	55	15
MDL	20	22	28	33
PSD	50	2	56	5
Petits partis de la coalition	70	5	62	2
UFD	53	12	59	10
Autres	33	29	55	22
Aucun	19	42	27	39
<b>Ensemble</b>	<b>35</b>	<b>18</b>	<b>41</b>	<b>18</b>

Les sympathisants du PSB, suivis dans une moindre mesure par ceux du MDL et du Parti agrarien, se séparent des sympathisants de l'UFD en général. Ils sont majoritairement hostiles à une mise en œuvre rapide des privatisations. Bien que plus indécis — 42 % de sans réponse contre 18 % pour l'ensemble de l'échantillon — les interviewés qui déclarent ne se sentir proches d'aucun parti politique partagent cette fois leurs réserves. A l'opposé, les sympathi-

sants des différentes composantes de l'UFD confirment leur attachement à une économie de marché en même temps qu'ils sont, comme pour la question sur l'interventionnisme économique, les moins nombreux à ne pas répondre.

La transition vers une économie de marché doit-elle être conduite à marche forcée, quelles qu'en soient les conséquences sociales pour la population ? On retrouve le même clivage partisan que dans le cas des deux questions précédentes, mais de façon moins nette. D'abord, les sympathisants du Parti agrarien sont ici particulièrement divisés — 40 % de « très » ou « plutôt favorables » contre 44 % de « très » ou « plutôt défavorables » — à l'image de l'ensemble de l'échantillon qui se répartit en deux blocs d'égale importance : 41 %. Ensuite les sympathisants du MDL sont particulièrement nombreux, un tiers d'entre eux, à se réfugier dans le refus de répondre. Enfin, les sympathisants de la coalition de l'UFD ne sont guère plus homogènes : les interviewés qui se déclarent proches d'une des composantes progressistes de l'UFD ne sont que 23 % à se déclarer « tout à fait d'accord » avec une transition éventuellement brutale vers une économie de marché alors que ceux qui se sentent proches d'une composante conservatrice sont 40 % à être « tout à fait d'accord » avec cette proposition.

On observe au total un ensemble de clivages partisans qui opposent plus ou moins les tenants d'un certain dirigisme — avec les sympathisants du PSB, du Parti agrarien et du MDL — aux tenants de l'économie libérale — avec les sympathisants des différentes composantes de l'UFD et ceux du Parti agrarien « Nicolas Petkov ». Cette opposition doit cependant être replacée dans son contexte, celui de la Bulgarie en 1991, un pays qui sort d'un régime communiste et se projette dans une économie de marché qui reste, à la date de l'enquête, à construire complètement. Une opposition entre des dirigistes et des libéraux eux-mêmes partagés entre l'appréhension et l'espoir, une opposition ambiguë donc, comme le confirme l'examen de la confiance accordée par les interviewés à un certain nombre d'institutions.

On enregistre, pour l'ensemble de l'échantillon, le même pourcentage d'interviewés — 52 % — qui déclarent « faire très ou plutôt confiance » aux banques et aux syndicats.

La confiance envers les banques est très répandue puisqu'on la trouve même partagée par 48 % des sympathisants du PSB. Les plus réticents vis-à-vis des banques ne se recrutent pas dans les groupes identifiés jusqu'ici comme étant les plus favorables au dirigisme, mais chez les personnes déclarant n'être habituellement proches d'aucun parti politique. De la même façon, ce sont encore ces personnes qui

TABLEAU 6. — *Confiance envers diverses institutions socio-économiques selon la proximité partisane*

Proximité partisane	Confiance déclarée envers...								Déclarent appartenir à un syndicat
	Les banques		Le patronat du secteur privé		Les directeurs des entreprises publiques		Les syndicats		
	Très ou plutôt confiance	SR	Très ou plutôt confiance	SR	Très ou plutôt confiance	SR	Très ou plutôt confiance	SR	
PSB	48	34	18	28	41	21	50	25	34
Parti agrarien	52	33	24	40	28	23	50	26	38
Nicolas Petkov	55	33	50	26	19	17	60	24	32
MDL	49	41	19	38	31	38	42	38	20
PSD	68	10	51	21	33	5	67	4	57
Petits partis de la coalition	65	16	51	20	17	5	68	6	45
UFD	60	11	50	19	19	15	65	16	33
Autres	63	10	35	15	30	18	50	28	28
Aucun	32	56	17	51	18	47	30	49	17
Ensemble	52	33	32	30	27	23	52	25	32

sont les moins nombreuses à déclarer faire confiance au patronat du secteur privé, aux directeurs d'entreprises mis en place sous l'ancien régime ou aux syndicats. Doit-on alors en déduire que ce groupe sans affinités partisans est dans une situation de marginalité qui épuise l'explication de sa spécificité comme celle d'une spécificité de l'opinion publique bulgare ? Non, car — et c'est un second paradoxe — ce sont les groupes partisans les plus enclins à déclarer faire confiance au patronat du secteur privé qui sont aussi les groupes de sympathisants où culminent les taux de confiance envers les syndicats : les interviewés se disant proches du Parti agrarien « Nicolas Petkov », de l'UFD ou d'une de ses composantes.

Les limites de ces clivages partisans dans le domaine économique et social sont encore confirmées lorsqu'on aborde des options économiques plus immédiatement contraignantes pour les interviewés. Ainsi, invités à désigner le critère qui devrait être prioritairement pris en compte dans les augmentations de salaires, les sympathisants du PSB sont à peine moins nombreux proportionnellement que les interviewés qui se disent proches de l'UFD, toutes tendances confondues, à choisir les performances personnelles (respectivement 28 et 32 %). Les partisans du MDL sont les seuls à privilégier la prise en compte de la plus grande pénibilité du travail. De leur côté, les sympathisants du Parti agrarien Nicolas Petkov, dont nous avons vu l'attachement à une économie de marché, sont en revanche parmi les moins nombreux à privilégier les performances individuelles (18 % contre 28 % pour l'ensemble de l'échantillon).

Ainsi, les clivages partisans que nous relevions au départ au regard des choix entre interventionnisme étatique et régulation par le marché apparaissent-ils plus instables, potentiellement, qu'il n'y paraissait. Ces clivages partisans ne recoupent au total que partiellement les clivages observés en matière de transition vers une économie de marché.

#### AU-DELÀ DE LA CONJONCTURE, LA RÉCURRENCE DES RÔLES TRADITIONNELS

L'enquête de juillet 1991 permet de saisir que, dès ce moment, derrière le clivage principal bleu-rouge existe tout un ensemble de clivages peut-être plus profonds et moins perceptibles. Une analyse des correspondances multiples sur un choix de 25 questions, dont 4 contextuelles, parvient à définir les facteurs principaux de la variation des opinions. Tout d'abord il est important de signaler que les 8 premiers facteurs calculés n'arrivent pas à expliquer un tiers de la

variance. En effet l'analyse permet plutôt de distinguer des tendances de structuration de l'opinion, que des clivages déjà établis.

Sur le premier facteur on voit apparaître deux pôles d'opinions. D'une part les opinions favorables à l'UFD et d'autre part les opinions favorables au PSB. Mais si on prend d'autres variables (âge, niveau d'enseignement, habitation, statut de l'emploi), on s'aperçoit que ce clivage en dissimule un autre : entre les plus jeunes, les plus instruits, les habitants des grandes villes d'un côté, et de l'autre les plus âgés, les moins instruits, les ruraux, les retraités et les paysans. Il serait extrêmement rapide de conclure que l'opposition bleu-rouge n'est que la traduction mécanique d'un clivage socio-culturel opposant deux générations.

L'actuel changement, marqué fortement par une politisation massive, fait penser à des analogies lointaines, à des ressemblances avec les débuts mêmes de la vie politique bulgare au temps de la libération nationale en 1878. Par tradition les Bulgares étaient indifférents à la politique, longtemps assimilée dans les représentations collectives au pouvoir étranger de l'Empire ottoman. Le début de la politique nationale réside dans l'appel de la minorité politisée des Bulgares qu'était l'intelligentsia de l'époque, émigrée pour la plupart : « Réveillez-vous ! » Cet appel vise la masse « endormie » des concitoyens, la masse apolitique. Et ce clivage initial de la politique bulgare dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, entre la minorité politisée et la majorité apolitique, est devenu structurel.

De son côté la société politisée bulgare de l'époque se divise sur le problème principal : comment atteindre la libération nationale ? Les révolutionnaires comptent sur l'action politique autonome du peuple et entreprennent de le mobiliser et de le préparer à la révolte. Cette partie de l'émigration politique bulgare de l'époque prend le nom de « jeunes » et reste toujours sensible au peuple, à son destin, au thème national, à l'action autonome. Une autre partie de l'émigration politique est composée d'intellectuels plus réticents et plus modérés, qui comptent surtout sur l'aide étrangère et même sur un certain compromis avec le gouvernement ottoman, sont nommés à l'époque « les anciens ». Il est évident que ces étiquettes traditionnelles dans la vie politique bulgare ne sont pas réductibles à un clivage entre deux générations, ni entre les partisans du changement et ceux du statu quo.

Les « jeunes » et les « anciens » représentent deux stratégies politiques différentes, mais en même temps deux rôles politiques différents, celui de la participation populaire directe dans la politique et celui de la direction éclairée du peuple. La première stratégie mise sur les capacités et le sens politique inné du peuple, la deuxième sur

l'éducation d'un peuple censé être resté inculte et susceptible de suivre des voies erronées. Ces deux rôles politiques persistent au cours des années et ont été repris successivement par différentes forces politiques.

Traditionnellement ce sont les libéraux et les conservateurs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les premiers partis politiques bulgares, qui reprennent respectivement les rôles des jeunes et des anciens.

Mais assez vite les rôles sont redistribués. De plus en plus les « anciens » représentent « le parti de l'ordre social », et les « jeunes » le parti du changement social. Ce clivage en effet apparaît vers la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'apparition en Bulgarie des partis qui mettaient en cause l'ordre social établi : les sociaux-démocrates et les agrariens. Tandis que les conservateurs et les libéraux traditionnels se rapprochent peu à peu.

Après la première guerre mondiale la vie politique bulgare reprend à l'Europe les étiquettes politiques de gauche et de droite pour désigner les rôles traditionnels des « jeunes » et des « anciens », dans le sens du changement et de l'ordre. En effet les partis de gauche représentent des projets politiques d'un changement social, qui contestent en même temps l'ordre bourgeois (projet agrarien), la société capitaliste (projet socialiste et communiste), le régime monarchique (la gauche des années 20 et 30 est républicaine), la tradition orthodoxe (la gauche de cette époque est aussi laïque). La gauche en Bulgarie reprend alors les traits caractéristiques de la gauche européenne de l'époque.

En même temps la droite représente tout ce qui n'est pas de gauche : l'ordre bourgeois, le capitalisme, l'église orthodoxe, la monarchie. Les anciens libéraux, toujours plus sensibles à la cause populaire que les anciens conservateurs, se trouvant fortement concurrencés par les communistes et les agrariens, tombent dans un populisme nationaliste.

Après l'instauration en 1934 d'un régime monarchique autoritaire, les partis sont interdits. Le rôle des « anciens » est assumé par le gouvernement lui-même, composé majoritairement par des hommes proches de la Cour. En revanche, toute l'opposition reprend le rôle des « jeunes », mais cette fois avec un rapport de forces en faveur des communistes, qui n'ont encore jamais gouverné.

Les « jeunes » arrivent toujours au pouvoir en Bulgarie sous le drapeau de la politisation du peuple, mais s'y maintiennent grâce à la majorité silencieuse plutôt apolitique ou tenue à l'écart de la politique.

L'arrivée au pouvoir des communistes est marquée par des phénomènes similaires. Juste après 1944, quand la Résistance antifasciste à forte composante communiste renverse le gouvernement

monarchique, le nouveau pouvoir compte sur une politisation généralisée. Une des premières mesures législatives est l'abaissement de la majorité électorale de 21 à 18 ans. La participation aux élections de 1945 dépasse les records nationaux — plus de 90 %. Mais après s'être débarrassé de l'opposition non communiste dans les années 1947-1948, le pouvoir communiste mise beaucoup plus sur l'apolitisme que sur la politisation.

Tout en mettant en valeur une politisation exagérée et théâtrale, le régime se fonde en effet sur la résignation politique totale et sur un apolitisme, qui, lui-même, devient structurel. S'il y eut une vie politique à l'époque du « socialisme réel », c'est dans le cadre du PC au pouvoir, qui est plus un corps électoral qu'un parti politique.

Le PC au pouvoir, comme ses prédécesseurs, « vieillit » en devenant « le parti de l'ordre », le garant des nouvelles hiérarchies sociales. Mais, en même temps il continue à développer un discours politique de gauche et tient toujours à ne pas perdre l'horizon de la société promise (c'est cette promesse qui le légitime) et insiste sur le fait que la société petit à petit se rapproche de l'objectif final. Le PC au pouvoir fait une synthèse de la gauche et de la droite, des « jeunes » et des « anciens », une synthèse sans précédent, une totalité.

Cette synthèse produit un certain consensus autoritaire fondé sur la dépossession de la responsabilité sociale des individus.

La rupture de ce consensus fait naître l'actuelle palette politique. Mais la marque aussi fortement. De manière à ce que toutes les forces politiques actuelles en portent partiellement les traces. Toute l'opposition anticommuniste surgit sur la vague du mécontentement, provoqué en fait par les promesses non tenues du communisme. Elle est mue au début par la revendication de la justice sociale — le thème majeur du PC au pouvoir. Mais justement pour se différencier fortement de l'idéologie communiste, pour mettre en valeur son éloignement du consensus précédent, ancré officiellement à gauche, les nouvelles forces reprennent très vite le discours politique de droite : « business » (contre le travail socialiste), privatisation (contre l'Etat omniprésent), argent (contre l'égalitarisme officialisé).

Ces nouvelles forces politiques, regroupées essentiellement dans l'UFD, expriment la volonté d'un changement social radical et reprennent de ce fait le rôle historique des « jeunes », de la gauche bulgare. Mais au niveau du discours politique et de l'idéologie, elles adoptent les thèmes de la droite. En quelque sorte l'opposition anticommuniste reproduit en 1991 la même synthèse ambiguë de la gauche et de la droite. Quant au PSB, il s'inspire beaucoup de son prédécesseur pour ce qui concerne les rôles politiques. Les « socia-

listes » bulgares se réclament de la gauche et s'y apparentent au niveau du discours politique et par plusieurs caractéristiques de leur électorat. Mais pour se démarquer de son prédécesseur, le PSB utilise très souvent des thèmes de droite, cette fois sous le terme commun de « modernisation ».

N'observe-t-on pas un système bipartite dont l'un des protagonistes n'est en fait que le reflet de l'autre et *vice versa* ? Cette différence/ressemblance entre le PSB et l'UFD ne peut pas être autrement symbolisée que par le clivage rouge-bleu. Parce que les notions classiques de « gauche-droite » ou traditionnelles de « jeunes-anciens » n'épuisent pas la réalité du clivage rouge-bleu.

En même temps, depuis 1991 on assiste à un éclatement progressif de ce clivage et à une structuration plus nette du paysage politique. D'ailleurs l'opposition rouge-bleu semble plutôt servir actuellement en Bulgarie des tendances homologues au sein du PSB et de l'UFD. Celles-ci comptent sur la sauvegarde d'une forte polarisation comme base essentielle de leur propre légitimité. Il s'agit surtout d'élites, qui s'identifient à la totalité sociale et préfèrent ne pas laisser trop de place pour une différenciation des projets politiques. Il semble qu'au cours des deux dernières années cette différenciation se développe et arrive à une « normalisation » de l'espace politique, où les partis politiques (anciens ou nouveaux), deviennent plus saisissables et identifiables.

*Jacques Capdevielle, Henri Rey, CEVIPOF-FNSP, Paris.*

*Anthony Todorov, Nouvelle Université bulgare, Sofia.*